

Motion contre le projet de nouvelle gouvernance à la COMUE

Le projet de mise en place d'une nouvelle gouvernance pour l'ensemble du site toulousain est un facteur de division et d'oppositions extrêmement vives depuis de nombreuses années. En pleine crise du covid, face à nos universités en situation de quasi-fermeture aux étudiant·es depuis près d'un an, les étudiant·es, désemparé·es, expriment leur souffrance et leurs grandes inquiétudes tandis que les enseignant·es s'épuisent à la mise en place d'ersatz d'enseignements. Dans ce contexte, l'annonce de la reprise d'un projet de gouvernance du site réduite et très centralisée, contestée par une très large majorité de la communauté universitaire toulousaine, est incompréhensible et indécente ; elle ne peut être reçue que comme une provocation qui augure mal de la nature réelle du projet.

Par ailleurs, après une année de lutte contre la LPR (loi de programmation de la recherche) et de surdité du ministère aux revendications émanant de tout le spectre institutionnel, il serait inadmissible que les instances dirigeantes de la COMUE abondent également dans le déni de démocratie et prennent des décisions sans consulter l'ensemble de la communauté.

En conséquence, l'assemblée des personnels et des étudiant·es du site toulousain, réunie en visio-conférence ce vendredi 22 janvier 2021, demande aux présidences de nos universités et de la COMUE UFTMiP **de subordonner toute réflexion sur des modifications de l'organisation du site à la reprise d'une vie normale dans nos laboratoires et sur nos campus.**

Vote : adoptée à l'unanimité moins une voix